



Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2024

Attractive un jour, attractive toujours ?

ÉPISODE 2 | 19 juin 2024



Avant-propos

« Attractive un jour, attractive toujours ? »



Éric Fourel

À quelques jours des prochaines élections législatives, l'effervescence est de mise. Seule certitude ou presque, l'attractivité de l'économie française est directement concernée par ce changement d'agenda politique.

En effet, son amélioration s'inscrit définitivement dans le temps long, portée par une vision cohérente, des réformes profondes. Et les investisseurs étrangers - qui sont des vecteurs avérés de l'emploi, de l'innovation ou de l'export hexagonal - n'aiment rien moins que l'instabilité, les changements de cap, les tensions sociales et politiques...

Il y a une dizaine d'années, la France était à la limite du déclassement par rapport à l'Allemagne et au Royaume-Uni. En adoptant une stratégie économique et fiscale plus cohérente, en consolidant ses atouts et en tentant de corriger ses faiblesses, la France a su retrouver la confiance des investisseurs.

En mai dernier, les résultats du premier volet du Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2024 indiquaient que l'Hexagone avait conservé en 2023 la première place au classement européen de l'attractivité, et ce pour la cinquième année consécutive.

Mais cette position n'est évidemment pas acquise. Parce que les stratégies des entreprises évoluent, parce que la concurrence internationale s'intensifie, parce que les crises et les chocs qui frappent notre économie et notre société se répètent et s'amplifient, parce que nous n'avons pas encore totalement résorbé nos vulnérabilités, ni suffisamment amélioré notre déficit de compétitivité, notre complexité ou notre climat social.

Ainsi, nous avons souhaité, dans la seconde partie de ce baromètre, questionner l'attractivité future de la France, avec pour principale interrogation : « **La France de 2024 est-elle prête pour 2030 ?** »

Nous avons pour cela interrogé des dizaines de dirigeants d'entreprises, mais aussi des élus, des acteurs de l'enseignement et de la recherche, des personnalités de la société civile, du sport, de la culture, du tourisme...

Ils nous ont livré « leur » France de 2030. Et leurs pistes s'ajoutent à celles des experts EY dans tous nos domaines d'activités. EY joue ainsi son rôle d'animateur du débat constructif et exigeant qui s'est installé depuis des années entre les entreprises étrangères et les acteurs publics.

Les perspectives qu'ils nous proposent sont autant d'indications sur la manière dont la France pourra répondre aux défis des prochaines années, maintenir et renforcer sa position de terre d'accueil privilégiée des entreprises internationales.

Selon ces acteurs, observateurs et capteurs de notre attractivité, l'Hexagone peut - et doit - faire encore plus pour préparer la France de 2024 aux défis de 2030.

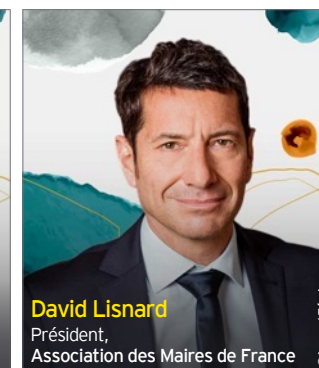
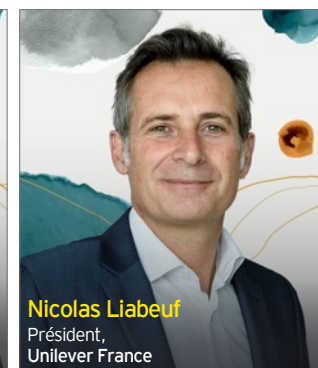
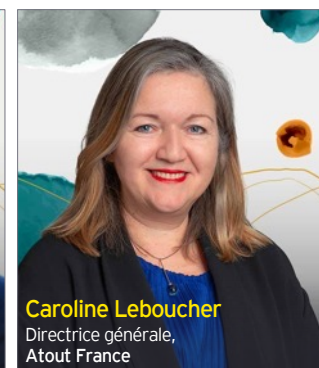
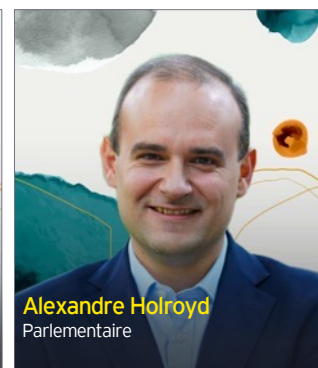
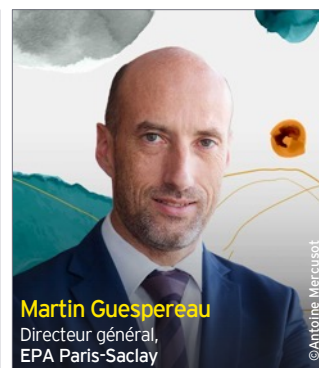
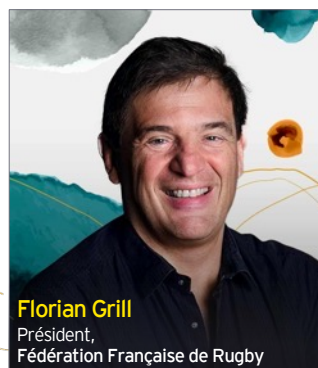
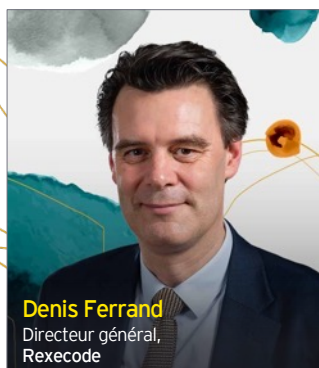
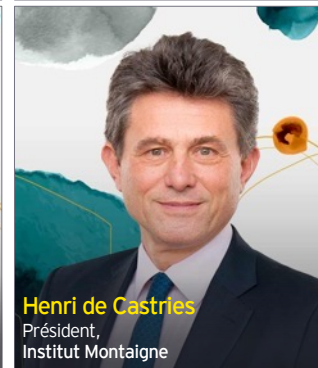
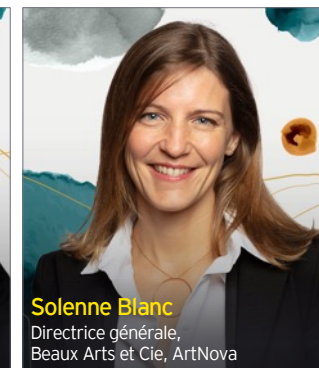
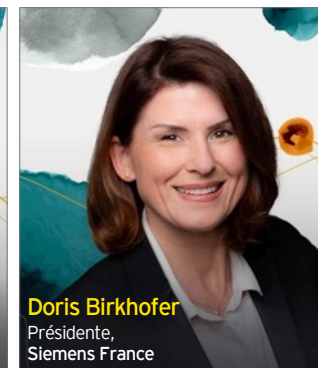
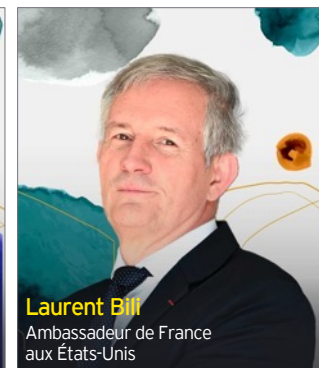
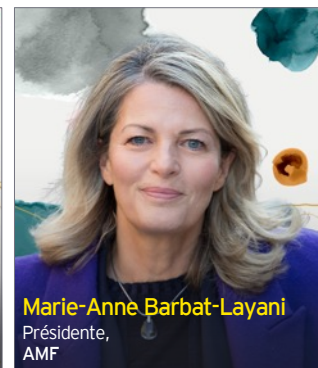
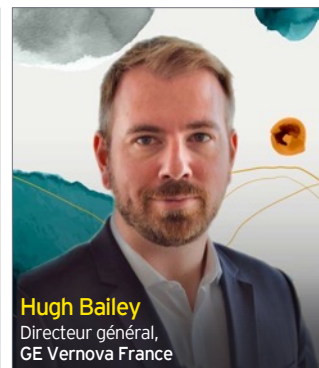
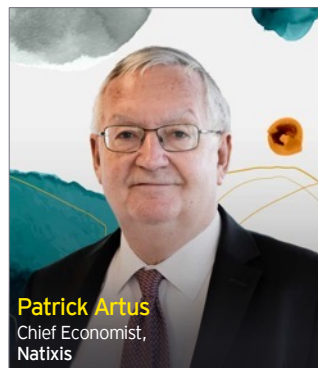
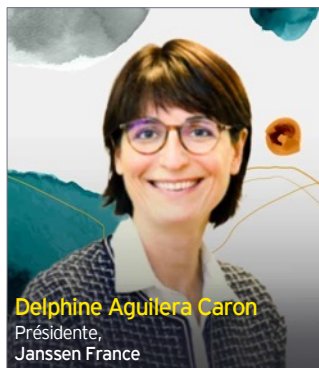
La conversation est ouverte. Elle s'annonce vivante, exigeante, cruciale.

À tous ces témoins, acteurs et observateurs, nous disons notre fierté et notre volonté de valoriser toutes ces contributions qui nous obligent autant qu'elles nous honorent.

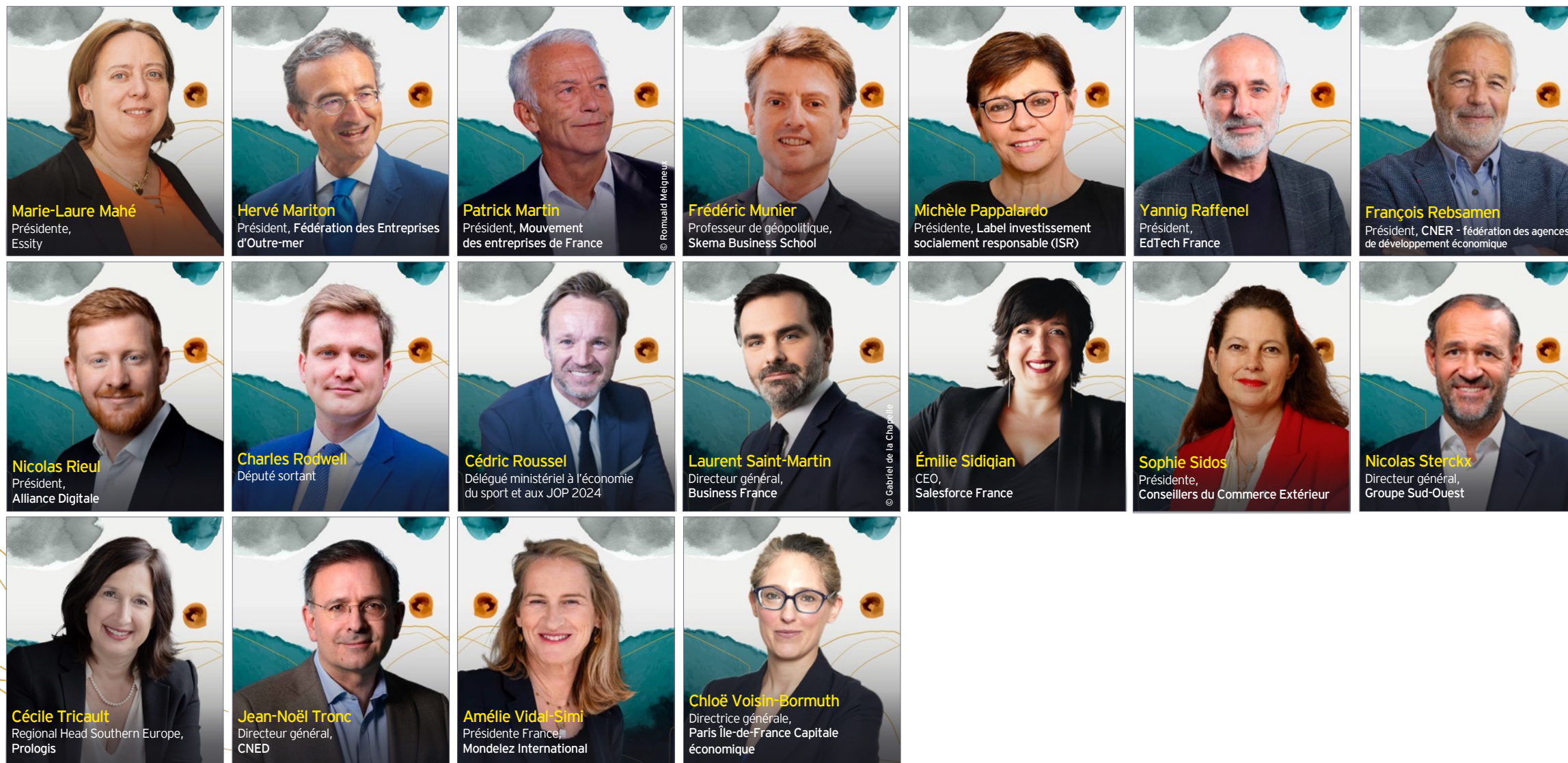


Marc Lhermitte

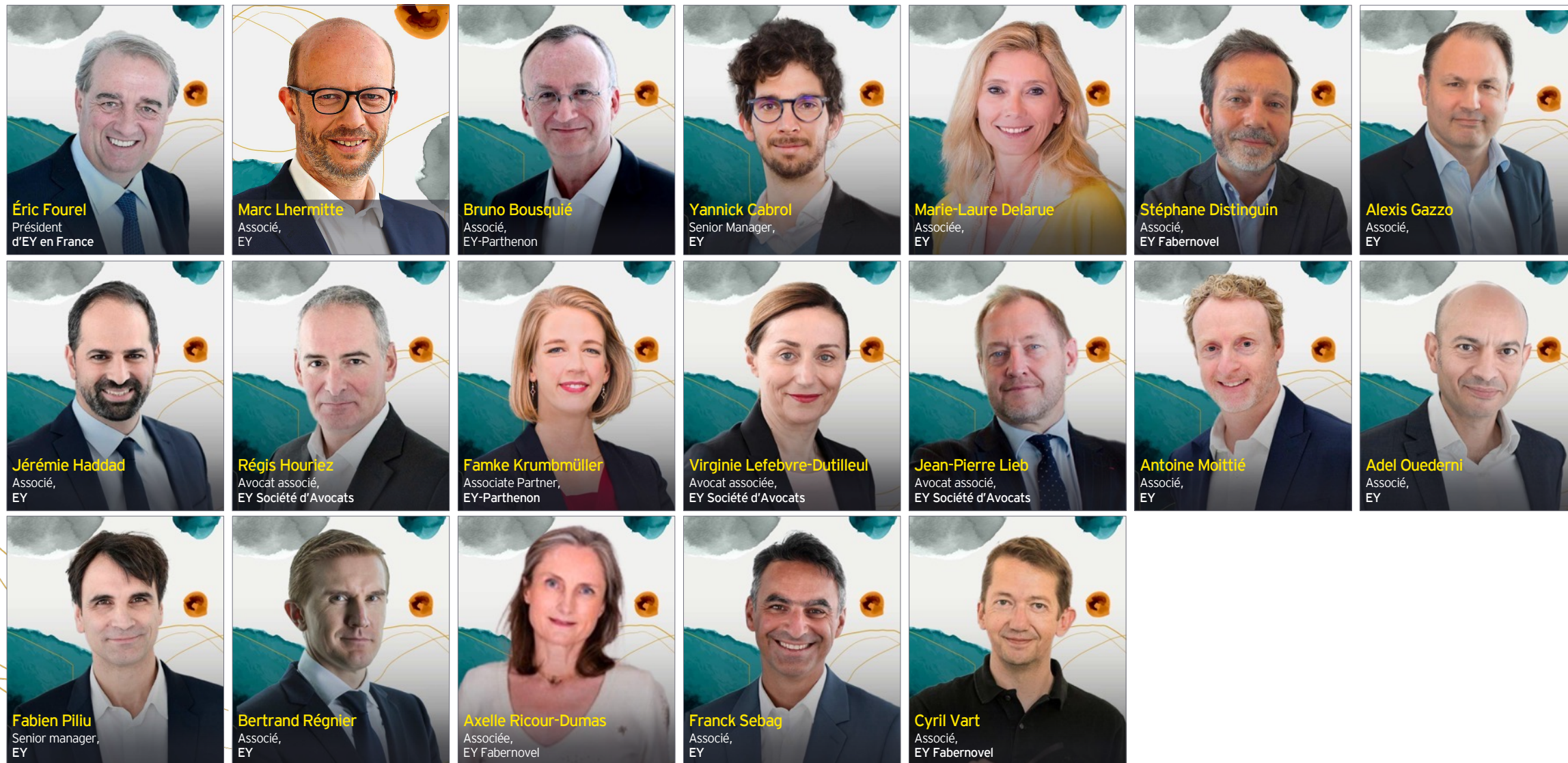
Dans ce second épisode du Baromètre EY 2024, plusieurs dizaines d'acteurs et d'observateurs de l'attractivité s'expriment sur « leur France 2030 »



Dans ce second épisode du Baromètre EY 2024, plusieurs dizaines d'acteurs et d'observateurs de l'attractivité s'expriment sur « leur France 2030 »



... et de nombreux experts EY ajoutent leur analyse et leur voix pour tracer les pistes de l'attractivité 2030





En mai 2024, EY annonçait que la France demeurait, pour la 5^e année consécutive, le pays le plus attractif en Europe en nombre de projets d'investissements étrangers

La conjoncture mondiale continue de peser sur les investissements internationaux en Europe

En 2023, le Vieux Continent a enregistré 5 694 projets d'investissements directs étrangers (IDE), soit une baisse de 4% des implantations ou des extensions internationales par rapport à 2022.

Dans l'Hexagone, le nombre de projets d'IDE a également diminué en 2023 (-5% vs 2022), mais demeure élevé, similaire à celui observé en 2019, avant la crise sanitaire.

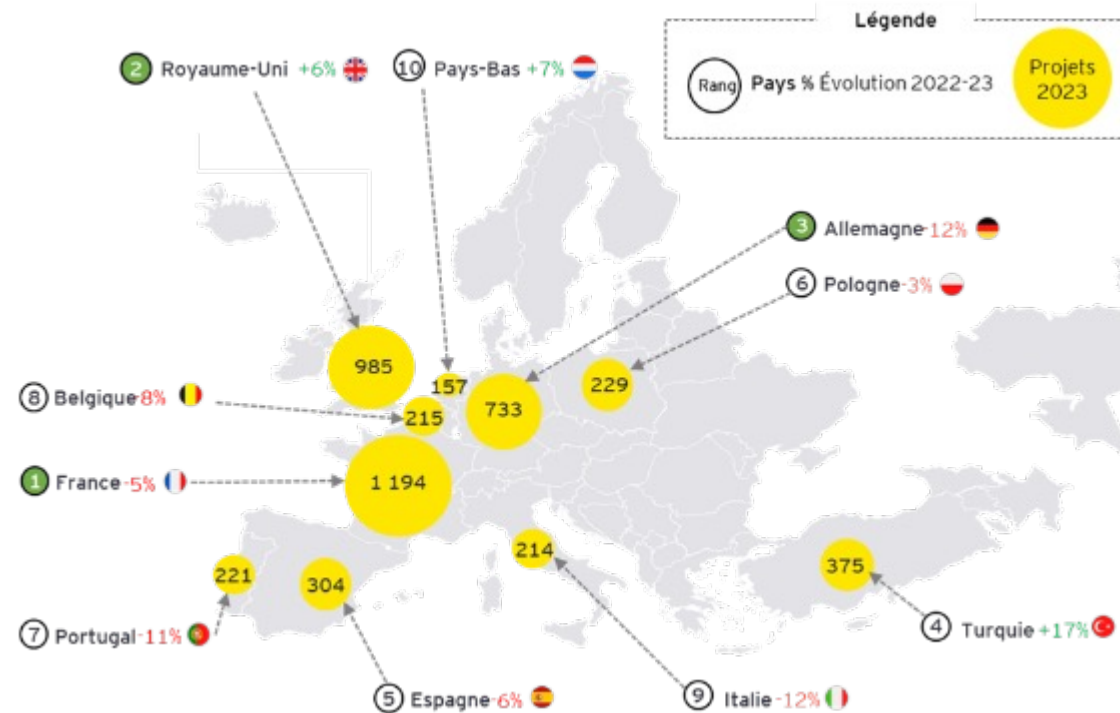
Par ailleurs, avec 1 194 nouvelles implantations et extensions, la France reste le pays le plus attractif en Europe, pour la 5^e année consécutive. L'Hexagone tire sa première position du triple effet des réformes, du rattrapage des investissements et de la situation de nos concurrents.

L'attractivité de nos concurrents européens évolue

Bien qu'en hausse de +6% par rapport à 2022, en lien avec la résilience du Grand Londres, mais aussi des secteurs de la finance et de la *tech*, le nombre de projets d'investissements étrangers au Royaume-Uni reste nettement inférieur aux niveaux d'avant le Brexit. Enfin, les IDE en Allemagne poursuivent leur baisse constante (-12% vs 2022). Les investisseurs industriels ont notamment été dissuadés par un mix énergétique à forte intensité de carbone, un faible taux de chômage et des coûts de main-d'œuvre élevés.

LES DONNÉES EY

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS ENTRE 2014 ET 2023 EN FRANCE, AU ROYAUME-UNI ET EN ALLEMAGNE



C'est une excellente nouvelle, mais le Baromètre EY souligne le besoin d'aller plus vite, plus loin encore afin de répondre aux transformations du monde et de notre économie

1

C'est une excellente nouvelle, car les investisseurs étrangers créent de l'emploi, innovent, exportent et contribuent aux grandes priorités de la France

- ▶ **Les investisseurs étrangers créent de l'emploi** : en 2023, les 1 194 projets d'IDE ont créé près de 40 000 emplois en France, en hausse de 14% par rapport à 2019, partout sur le territoire, y compris dans les zones rurales, les agglomérations moyennes et les bassins en difficulté.
- ▶ **Les investisseurs étrangers participent à la réindustrialisation de notre pays** : 530 industriels ont fait le choix d'implanter ou d'étendre des sites de production en France en 2023, ce qui représente 44% des projets de 2023 et 20 000 emplois.
- ▶ **Ils contribuent à la décarbonation de notre tissu industriel et à sa modernisation** : l'analyse des projets recensés par EY suggère que la réduction de l'empreinte environnementale constitue l'une des priorités stratégiques des entreprises étrangères qui s'implantent ou développent des activités industrielles dans l'Hexagone.
- ▶ **Les investisseurs étrangers participent à l'effort d'innovation** : 123 d'entre eux ont fait le choix d'implanter ou d'étendre un centre de R&D en France en 2023. L'Hexagone reste la plus attractive en Europe dans ce domaine.
- ▶ **Ils participent à la transformation de notre économie**, comme l'indique la dynamique plus forte dans les secteurs clés de la mobilité, de l'énergie, de la santé ou de l'IA.

2

Cependant, la France doit et peut faire plus, plus vite, plus fort, afin de maintenir et renforcer sa position et répondre à un certain nombre d'enjeux

L'enquête auprès des dirigeants souligne la persistance du déficit de compétitivité ainsi que l'impact du climat social et de la crise énergétique des derniers mois.

- ▶ Des critiques sont encore présentes sur le financement des entreprises, la compétitivité-coût et la fiscalité.
- ▶ Le climat social a marqué les esprits, la qualité de vie subit des reproches jusqu'alors peu marqués.
- ▶ Malgré la baisse des coûts de l'électricité, le coût de l'énergie est considéré comme un facteur critique.
- ▶ Les petites et moyennes entreprises sont moins enclines (58 %) que les grands groupes (77 %) à s'implanter ou à envisager un développement de leurs activités.

L'analyse des projets confirme un écart de compétitivité par rapport à nos concurrents, et pointe des signaux faibles sur certains secteurs historiques et sur l'innovation.

- ▶ En France, les projets d'IDE comportent encore trop peu de nouvelles implantations et ne créent pas assez d'emplois, en comparaison avec nos voisins européens (35 emplois en moyenne par projet, vs 49 en Allemagne et 61 au Royaume-Uni).
- ▶ La France souffre toujours de la comparaison avec le Royaume-Uni sur les sièges sociaux, le digital et les services financiers. Dans la R&D, les intentions d'investissement sont moins nettes qu'outre-Manche.
- ▶ Certaines de nos industries historiques, comme la chimie (-23%) ou l'agroalimentaire (-24%) sont en perte de vitesse et accueillent moins de projets d'IDE.



Dessiner l'attractivité de la France à l'horizon 2030

Les 3 axes de France 2030

Les pistes développées par les acteurs de l'attractivité et les équipes EY

« Mieux comprendre le monde »

- Dégager une voie de développement de long terme pour la France et pour l'Europe
- Faire de l'Europe le continent des compétences, au cœur des transitions environnementales et numériques
- Investir massivement dans la formation et dans l'éducation
- Accélérer sur l'IA et sur l'innovation

Thématiques abordées

Europe

Compétences

Innovation

IA

« Mieux produire »

- Poursuivre la réindustrialisation du pays
- Rassurer sur la disponibilité d'une énergie décarbonée, fiable, souveraine et compétitive
- Donner de l'agilité à notre environnement réglementaire et administratif
- Améliorer notre cadre fiscal pour attirer plus d'investissements stratégiques
- Poursuivre les efforts sur le coût du travail afin d'augmenter le nombre d'emplois créés

Thématiques abordées

Compétitivité

Industrie

Simplification

Fiscalité

Energie

« Mieux vivre »

- Développer les moyens consacrés à la transition écologique
- Continuer de s'appuyer sur les villes petites et moyennes pour un aménagement équilibré du territoire
- Convaincre les écosystèmes locaux de la valeur développée par les implantations industrielles
- Retrouver un climat social apaisé et prendre soin de la promesse française faite de qualité, de créativité et de stabilité

Thématiques abordées

Durabilité

Impact

Territoires

Qualité de vie

A large, stylized number '1' is centered in the upper half of the page. The number is dark teal and is surrounded by several thin, overlapping, golden-yellow lines that form a circular, scribbled pattern around it.

« En 2030, mieux comprendre le monde »

En 2030, la France ne pourra pas être attractive sans une Europe plus forte, plus unie et moins naïve dans ses relations avec la Chine et les États-Unis

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

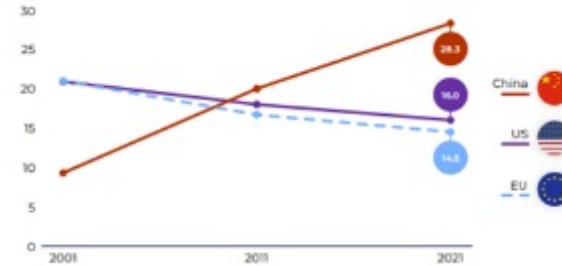
En Europe, s'engager ensemble face aux défis mondiaux

Faire face aux mesures protectionnistes américaines ou chinoises, bâtir notre souveraineté et notre autonomie stratégique sur le plan énergétique, sur le plan des matériaux et des ressources rares, relever le défi de la transition écologique, parer les risques géopolitiques et climatiques sont des voies de développement - certains diraient de survie - indispensables. Il semble désormais évident que la bonne échelle n'est plus nationale mais européenne. Seule l'Europe dispose, en effet, de la taille critique pour apporter les solutions aux investissements écologiques ou technologiques les plus massifs et les plus complexes.

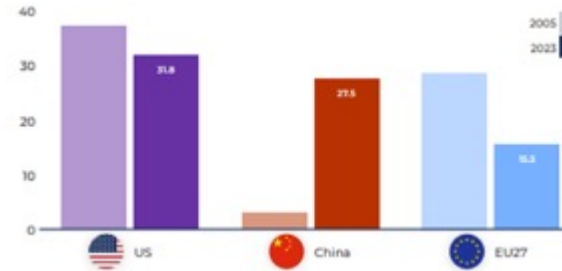
Passer de « Choose France » à « Choose Europe »

L'Europe doit mieux affirmer la palette unique de ses avantages concurrentiels : 500 millions de consommateurs, une base industrielle diversifiée, une main d'œuvre hautement qualifiée, des infrastructures robustes et des institutions de recherche parmi les plus importantes au monde. Le continent tout entier progresse dans la construction d'une économie plus verte et plus numérique, ce qui est essentiel pour sa durabilité et sa compétitivité à long terme. Cependant, de plus en plus d'analyses indiquent que l'Europe doit redoubler d'efforts pour rester une puissance économique et industrielle de premier plan et demeurer attractive pour les investissements étrangers.

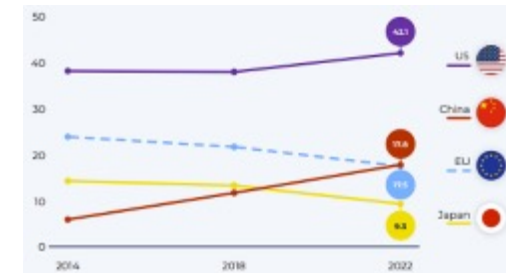
ILLUSTRATIONS



% de la valeur ajoutée brute mondiale dans les secteurs minier, manufacturier et énergétique



Part des entreprises dans le Fortune Global 500



Investissements en R&D industrielle parmi les 2 500 plus grandes entreprises mondiales (part de marché mondiale, %)

Dans le Baromètre européen d'EY, 500 dirigeants d'entreprises étrangères formulent des propositions pour une Europe plus attractive et plus compétitive

Année d'élections européennes, 2024 est LE moment pour examiner lucidement la situation de l'Europe, opérer de profonds changements et dépasser les divergences actuelles.

L'épisode 2 du [Baromètre EY de l'Attractivité de l'Europe](#) dévoile plusieurs pistes de travail pour que le Vieux Continent demeure une destination de choix pour les investissements étrangers. Nos recommandations sont divisées en quatre catégories, en fonction de leur degré d'urgence. Elles couvrent un large spectre de thématiques : de la réglementation à l'énergie, en passant par l'intelligence artificielle et les compétences.



Julie Teigland
EY EMEIA Area Managing
Partner

“ La récente baisse des IDE en Europe, couplée à l'important rebond dans d'autres régions du monde, notamment aux États-Unis, est un signal d'alarme pour les décideurs européens. Nombre d'entre eux reconnaissent qu'une action urgente est nécessaire. Il est temps d'agir.



Hanne Jesca Bax
EMEIA Managing Partner,
Markets and Accounts

“ L'Europe a démontré qu'elle pouvait faire preuve d'une unité et d'une efficacité remarquables pour répondre aux enjeux de la Covid-19. Il est essentiel de tirer parti de cette dynamique et l'exploiter davantage pour renforcer l'attractivité de l'Europe aux yeux des investisseurs étrangers.



Marc Lhermitte
EY Global FDI Leader

“ L'Europe a pris de l'avance sur des réglementations qui protègent les citoyens plus rapidement que partout ailleurs. C'est un point positif. Cependant, les entreprises réclament un équilibre plus pragmatique entre la protection des citoyens et l'agilité requise par la complexité de leurs projets.

AGILITÉ

- ▶ Harmoniser la réglementation à travers l'Europe
- ▶ Reconsidérer le rythme d'introduction de nouvelles réglementations
- ▶ Libérer l'investissement privé par la réalisation de l'Union des Marchés de Capitaux
- ▶ S'unir pour répondre plus efficacement aux bouleversements du commerce mondial

COMPÉTITIVITÉ

- ▶ Maintenir la compétitivité de l'industrie européenne
- ▶ Sécuriser l'approvisionnement en composants et matériaux critiques
- ▶ Améliorer la productivité de la main d'œuvre et promouvoir les compétences de demain
- ▶ Équilibrer la compétitivité fiscale et la croissance des revenus

CROISSANCE

- ▶ Donner des moyens prioritaires aux PME et ETI pour se développer
- ▶ Créer un environnement propice à l'innovation
- ▶ Améliorer les compétences numériques
- ▶ Être prêt à s'adapter à la réglementation européenne sur l'IA

DURABILITÉ

- ▶ Rétablir la confiance dans les prix et l'approvisionnement en énergie
- ▶ Investir dans les infrastructures critiques pour les industriels
- ▶ Mettre l'accent sur les avantages économiques de la durabilité
- ▶ Trouver le juste équilibre entre réglementation environnementale et innovation

60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Éric Fourel
Président d'EY
en France

“ L'attractivité de la France ne peut plus s'imaginer indépendamment de l'Europe.



Frédéric Munier
Professeur de géopolitique,
Skema Business School

“ La dimension européenne constitue, plus que jamais, un axe décisif.



Bruno Bousquié
Associé,
EY-Parthenon

“ Dans la défense, la France doit pouvoir compter sur des coopérations européennes solides.



Marie-Anne Barbat-Layani
Présidente,
Autorité des marchés financiers

“ Donner à l'Europe la puissance financière nécessaire pour accomplir ses objectifs politiques.



Famke Krumbüller
Associate Partner,
EY-Parthenon

“ Pour une intégration intelligente et des investissements stratégiques au niveau européen.



Adel Ouederni
Associé,
EY

“ Les fondations de demain ne se construisent qu'avec nos partenaires européens.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.

Les dirigeants internationaux estiment que les compétences françaises ne sont pas suffisamment préparées aux enjeux de demain

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Valoriser le vivier des talents issus de l'enseignement supérieur

Les dirigeants internationaux portent généralement un regard positif sur la main d'œuvre française. Cette année encore, il s'agit d'un des principaux facteurs susceptibles d'influencer positivement leur choix d'investir dans l'Hexagone (25%). La qualité du vivier de talents et du système de formation, notamment pour ses filières hautement qualifiées (grandes écoles de commerce et d'ingénieur, filières scientifiques...), sont des atouts de notre attractivité. Cependant, notre enquête souligne aussi que, dans le domaine, la France reste en concurrence avec d'autres pays comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suisse. En particulier, notre voisin outre-Rhin brille par la qualité et le niveau de ses formations, notamment les plus techniques *via* l'apprentissage.

Relever le défi éducatif

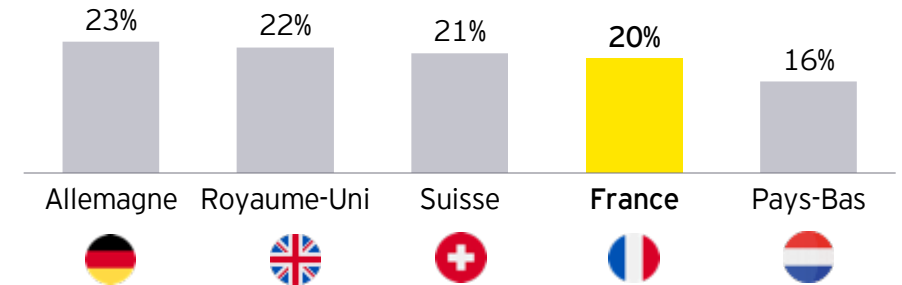
C'est aussi banal qu'urgent de le redire, mais la montée en compétences des élèves français doit être la « *priorité des priorités* ». Les dernières enquêtes soulignent la faiblesse du niveau éducatif français et surtout la baisse de ce dernier. Rien qu'entre les enquêtes PISA de 2018 et de 2022, la France a perdu 21 points en mathématiques et 19 points en compréhension de l'écrit. Or les difficultés éprouvées par un système éducatif se répercutent sur les compétences des actifs et le contenu des activités économiques. Un niveau élevé de compétences accroît notamment l'employabilité de la population active et facilite la montée en gamme.

Investir dans les compétences d'avenir

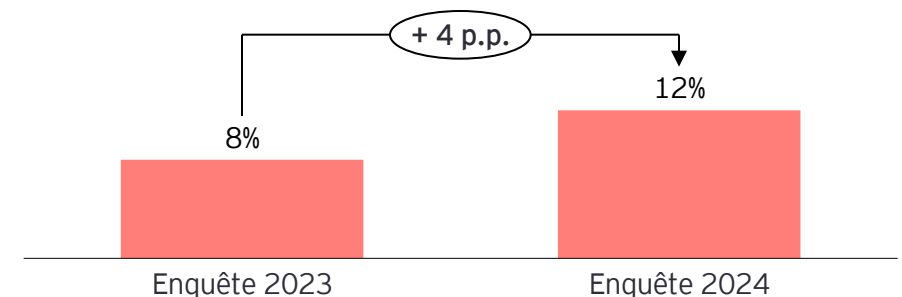
Nos enquêtes soulignent que, dans l'ensemble, les programmes de formation français sont insuffisamment axés sur les entreprises et leurs besoins. En particulier, des efforts sont à produire pour rendre la main d'œuvre française mieux formée aux enjeux environnementaux et numériques. Le dernier baromètre AmCham-Bain note que les investisseurs américains établis en France « *peinent à trouver suffisamment de personnes formées à la transition énergétique, la cybersécurité ou plus généralement aux métiers du digital* ». Dans un environnement en profonde mutation, les dirigeants étrangers rappellent également que la question des formations pour les reconversions professionnelles est de plus en plus importante et invitent les pouvoirs publics à poursuivre leurs efforts.

ILLUSTRATIONS

Quels pays sont les plus attractifs en Europe, permettant à votre entreprise d'attirer et de fidéliser les meilleurs talents ? Jusqu'à trois réponses possibles



Part des dirigeants indiquant que la France est « moins performante » sur la main d'œuvre et les compétences nécessaires à la conduite des projets environnementaux



60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Patrick Artus
Chief Economist,
Natixis

“ Réformer le système éducatif en profondeur pour améliorer la situation actuelle de la France.



Florian Grill
Président,
Fédération Française de Rugby

“ À quand un plan Marshall pour la jeunesse de France ?



Yannig Raffenel
Président,
EdTech France

“ Mettre l'éducation et la formation au cœur des priorités d'investissement.



Bertrand Régnier
Associé,
EY

“ Faire valoir notre savoir-faire et nos atouts économiques.



François Rebsamen
Président, CNER - Fédération des
agences de développement économique

“ Généraliser la formation continue des salariés aux compétences en IA.



Jean-Noël Tronc
Directeur général, Centre national
d'enseignement à distance

“ Que la France devienne la première plateforme mondiale d'éducation et de formation à distance.



Fabien Piliu
Senior manager,
EY

“ Il faut réinventer l'enseignement de l'économie.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.



Compétences

IA, innovation : les batailles du futur se gagneront sur ce terrain très concurrentiel

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Accélérer sur l'IA

Dans l'intelligence artificielle, en 2023, la France a attiré 18 projets d'IDE, soit davantage que n'importe quel autre pays européen. L'Hexagone s'appuie sur ses champions reconnus (Mistral Ai, Mirakl, Qonto...) ainsi que son dynamique écosystème d'innovation. Il possède également « des experts capables de qualifier les données, étape essentielle pour garantir leur fiabilité et indispensable à la mise en place d'une IA performante » (Baromètre AmCham-Bain 2024).

Cependant, il est évident que cette dynamique n'est qu'émergente et sans doute insuffisante pour nourrir les besoins gigantesques dans ce domaine.

Ne pas fléchir sur l'innovation

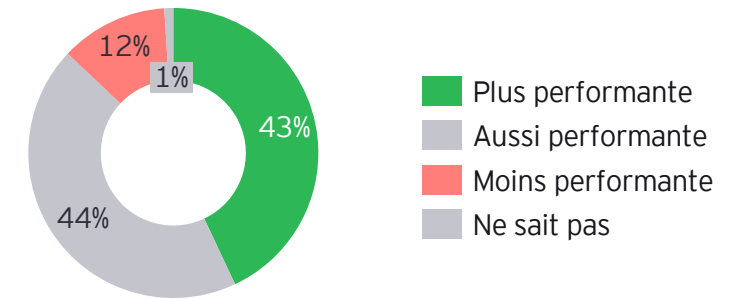
En dépit des réserves exprimées sur l'accès aux financements et la disponibilité des capitaux, la capacité d'innovation française constitue, aux yeux des dirigeants, un puissant levier de son attractivité. Notre enquête européenne montre que la France est d'ailleurs perçue comme le pays le plus attractif en Europe pour aider les entreprises à utiliser, développer et investir dans la technologie (31%), au coude-à-coude avec l'Allemagne (27%).

Cependant, notre analyse indique aussi que dans la R&D, moteur de l'attractivité de la France ces dernières années, les projets marquent le pas (-15 % vs 2022) et les intentions d'investissements sont moins nettes qu'au Royaume-Uni (46 % vs 54 %).

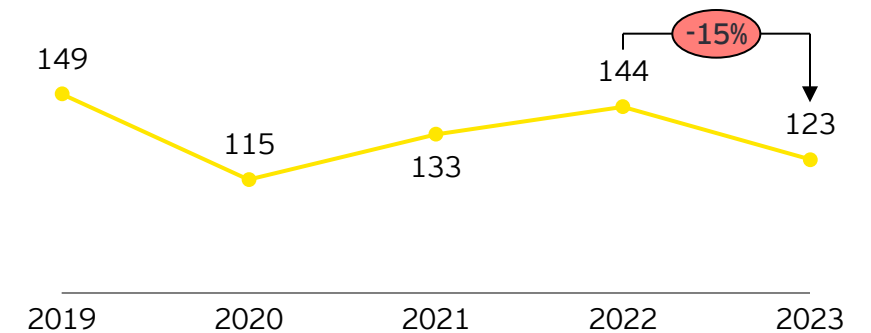
Sans doute parce que le CIR a été imité dans beaucoup de pays. Sans doute aussi parce que tous les concurrents de la France visent les activités innovantes pour régénérer leur tissu économique. Ces premiers signaux doivent nous alerter sur la nécessité de ne pas réduire les moyens consacrés à la recherche et à l'attraction d'activités à forte intensité technologique portées par les entreprises internationales.

ILLUSTRATIONS

En comparaison avec les autres pays dans lesquels vous envisagez investir, comment jugez-vous la performance de la France pour l'investissement, le développement et l'usage de l'intelligence artificielle ?



Evolution du nombre de projets d'investissements étrangers accueillis en France dans les centres de recherche et développement entre 2019 et 2023



60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Pascal Cagni
Président,
Business France

“ Je souhaite que la France de 2030 soit un hub mondial de l'intelligence artificielle, un pionnier de la tech verte.



Émilie Sidiqian
CEO,
Salesforce France

“ Que la France de 2030 devienne le modèle de référence qui associe l'innovation technologique avec un impact social et environnemental positif.



Nicolas Rieul
Président,
Alliance Digitale

“ Concilier les investissements étrangers en marketing digital avec nos propres objectifs politiques.



Franck Sebag
Associé,
EY

“ Réinventons notre écosystème de financement de nos jeunes pousses.



Doris Birkhofer
Présidente,
Siemens France

“ Favoriser les écosystèmes et les hubs d'innovation pour positionner la France en tête de la course à l'IA.



Carole Chrétien
Directrice des Relations
Entreprises, CNRS

“ Mettre en avant et promouvoir les coopérations entre la recherche publique et l'industrie.



Stéphane Distinguin
Associé,
EY Fabernovel

“ Produire en France les puces qui rendront le futur de l'IA possible.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.



A large, stylized number '2' is centered in the upper half of the page. The number is a dark teal color and is enclosed within a thin, golden-yellow wireframe that forms a square with rounded corners and a smaller square inside it.

« En 2030, mieux produire »

Réindustrialisation : la France est en bonne voie, mais elle doit rassurer sur l'énergie

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Poursuivre la dynamique de réindustrialisation

En 2023, 530 industriels ont fait le choix d'étendre ou d'implanter des usines dans l'Hexagone. Ces investissements concernent aussi bien les secteurs historiques que les secteurs d'avenir. Dans l'automobile, par exemple, près de quatre projets d'IDE industriels sur dix étaient, en 2023, destinés à la production de véhicules hybrides ou électriques.

Si, pour la cinquième année consécutive, la France a conservé sa première place européenne pour le nombre d'usines créées ou étendues et pour le nombre d'emplois générés dans les sites de production, c'est qu'elle peut compter sur un certain nombre d'atouts. Interrogés sur les forces de l'industrie française, les investisseurs étrangers soulignent la présence de pôles d'excellence et de *leaders* de classe mondiale (20%). Ils pointent également le dynamisme politique (21%), national comme local, ainsi que la qualité de nos systèmes d'éducation et de formation (22%). La qualité de nos infrastructures de transport et de logistique (25%) constitue, à leurs yeux, le principal atout de l'industrie tricolore, ces dernières maillant l'ensemble du territoire national et l'intégrant dans les flux mondialisés.

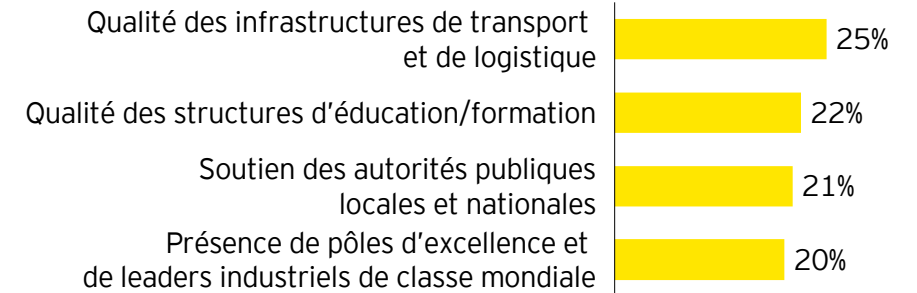
Confirmer l'avantage de l'énergie décarbonée, mais veiller à son coût

À l'heure où se joue la bataille pour attirer les investissements de demain, la fourniture d'une énergie décarbonée, fiable, souveraine et compétitive est un enjeu majeur, et le nucléaire un atout évident. Plus de la moitié des dirigeants indiquent que la France est plus performante que ses principaux concurrents en matière de sécurité et de souveraineté de l'approvisionnement énergétique, et leurs réponses montrent également qu'ils apprécient notre mix énergétique, plus décarboné que le reste de l'Europe (en 2023, 92% de notre production d'électricité était décarbonée).

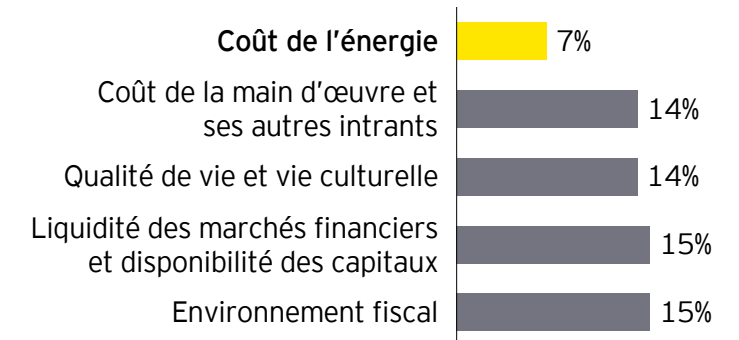
Cependant, alors que le prix du MWh est objectivement revenu à des niveaux acceptables, seuls 7% d'entre eux perçoivent le coût de l'énergie comme un facteur capable d'influencer positivement leurs décisions d'investir en France. Si l'écart de compétitivité avec les États-Unis et la Chine - en raison de l'exploitation du gaz de schiste, pour le premier, et des exportations russes, pour le second -, constitue un facteur d'explication, les dirigeants ont sans doute aussi encore en mémoire les effets de la flambée des prix en 2022 et 2023.

ILLUSTRATIONS

En comparaison avec les autres pays dans lesquels vous envisagez d'investir, quelles sont les atouts de la France pour les investissements industriels ? Jusqu'à trois réponses possibles. Principales réponses



Au cours des trois prochaines années, quels facteurs sont susceptibles d'influencer positivement votre choix d'investir en France ? Trois réponses possibles - 5 réponses les moins citées



60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Hugh Bailey
Directeur général,
GE Vernova France

“ Le leadership de la France en matière de transition énergétique est un atout certain.



Marie-Laure Mahé
Présidente,
Essity

“ L'industrie verte française, alliant performance de la production et décarbonation, est un puissant vecteur d'attractivité.



Jérémie Haddad
Associé,
EY

“ Assurer une énergie accessible, décarbonée et stable en termes de prix.



Cyril Vart
Associé,
EY Fabernovel

“ La France peut devenir le centre mondial du *premium*.



Charles Rodwell
Député sortant

“ Pour une politique d'attractivité plus qualitative, pleinement alignée sur les priorités de notre politique industrielle.



Florian Delisle
Associate Director, EMEA Tax,
RTX

“ Stabilité fiscale sans immobilisme, dans une France réindustrialisée mobilisant toujours plus d'ingénieuses.



Remy de Tonnac
Associé,
ETF Partners

“ Accélérer l'électrification de toute l'économie.



Antoine Moitié
Associé,
EY

“ Simplifier et coordonner davantage la relocalisation industrielle.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.



Simplicité, agilité : la France peut faire encore plus vite, encore plus simple

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Accélérer la conduite des projets d'implantation

Le portrait de l'industrie française dressé par les décideurs internationaux est très encourageant, mais ces derniers soulignent aussi certaines faiblesses, pour la plupart récurrentes. Parmi celles-ci, citons notamment la difficulté à obtenir les permis de construire et les autorisations environnementales. Il est donc urgent de décomplexifier les démarches administratives, poser des garde-fous contre les recours abusifs, clarifier les réglementations, mais aussi de réduire significativement les délais d'implantation - la loi Industrie verte doit permettre de réduire le délai d'autorisation des projets de 17 mois à 9 mois en moyenne - et de raccordement au réseau de lignes à haute tension.

Réaliser le « choc de simplification »

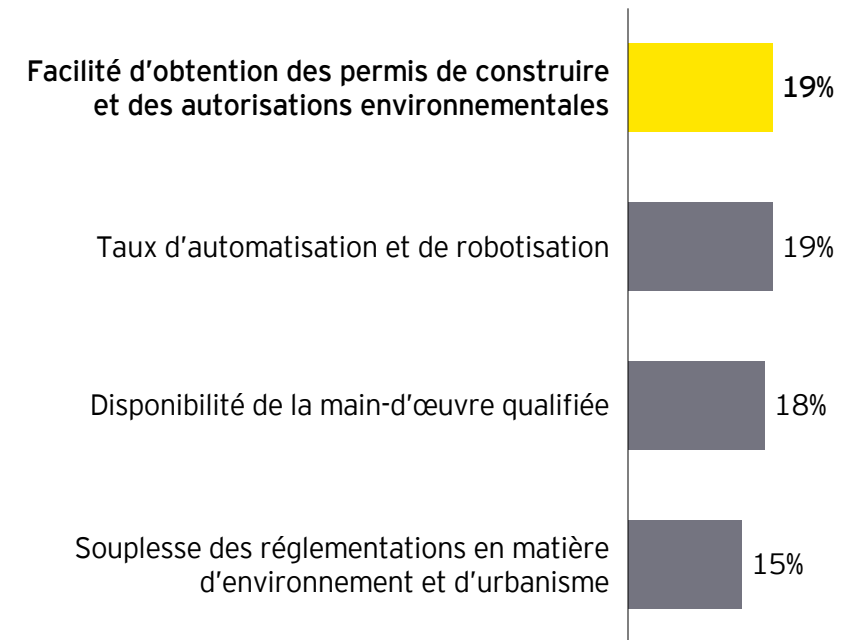
De manière assez surprenante, notre enquête montre que l'environnement juridique et réglementaire français est devenu, aux yeux des investisseurs internationaux, l'un des atouts sur lesquels l'Hexagone peut en partie compter. Sans doute, notre environnement d'affaires a-t-il séduit par sa stabilité, par-delà les critiques sur sa complexité, notre pays restant, selon le *World Competitiveness Center*, au 47^e rang mondial pour l'efficacité du secteur public en raison notamment du « fardeau de la réglementation ».

Beaucoup de réformes restent à mener, qu'il s'agisse du rapprochement des réglementations européennes et françaises ou de la réduction du nombre de régimes d'autorisation et de déclaration, mais ces chantiers sont essentiels, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, qui du fait de leurs tailles, du manque de ressources et de temps, subissent cette lourdeur et se déclarent moins enclines (58%) que les grands groupes (77%) à s'implanter ou à envisager un développement immédiat de leurs activités en France.

Si le projet de loi de « simplification de la vie économique », porté par le gouvernement, comporte certains axes de réforme importants, il faudra néanmoins veiller à ce que les textes des ordonnances à venir soient à la hauteur des espérances suscitées. Le rehaussement des seuils (11, 50 et 250 salariés), qui pourtant figurait parmi les propositions centrales des travaux initiaux des parlementaires, n'a par exemple pas été retenu à ce stade dans le projet de loi.

ILLUSTRATION

En comparaison avec les autres pays dans lesquels vous envisagez d'investir, quelles sont les faiblesses de la France pour les investissements industriels ?
Principales réponses



60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Patrick Martin
Président, Mouvement
des entreprises de France

“ Trop de normes tue la liberté d'entreprendre, et surtout tue l'envie d'entreprendre.



Amélie Vidal-Simi
Présidente France,
Mondelez International

“ Notre secteur souffre entre autres d'un mal qui le paralyse : la tendance à surlégiférer.



David Lisnard
Président, Association
des Maires de France

“ Réduire les délais et procédures d'autorisation d'implantation de sites industriels.



Virginie Lefebvre-Dutilleul
Avocat associée,
EY Société d'Avocats

“ Avoir une administration pragmatique et moins dogmatique dans son approche.



Laurent Bili
Ambassadeur de France
aux États-Unis

“ Simplifier pour consolider davantage notre attractivité.



Eglé de Richemont
Directrice générale,
AmCham France

“ Adresser de manière ferme et rapide l'épineux sujet de la montagne normative.



Alexandre Holroyd
Parlementaire

“ Éviter la surtransposition du droit européen et assurer la lisibilité et la stabilité de nos règles.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.



simplification

Pour augmenter la valeur stratégique des projets, la France doit améliorer son offre fiscale et le financement de l'économie digitale

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Peser davantage dans la bataille des centres de décision...

Avec 71 projets concernant des centres de décision en 2023, la France fait moins bien que son concurrent britannique (88). L'Hexagone paie un coût du travail élevé résultant de taux horaires et de charges sociales supérieures à celles supportées dans d'autres pays. Il souffre aussi d'un régime d'impatriation encore trop complexe et de l'absence de régime de faveur compétitif s'agissant de la fiscalité des bonus ou des revenus exceptionnels liés à la performance ou à l'intéressement capitalistique, accentuée par l'instabilité jurisprudentielle récente sur le sort à réserver aux « *management packages* » et l'activisme de l'administration en matière de contrôle qui en découle.

...de la finance

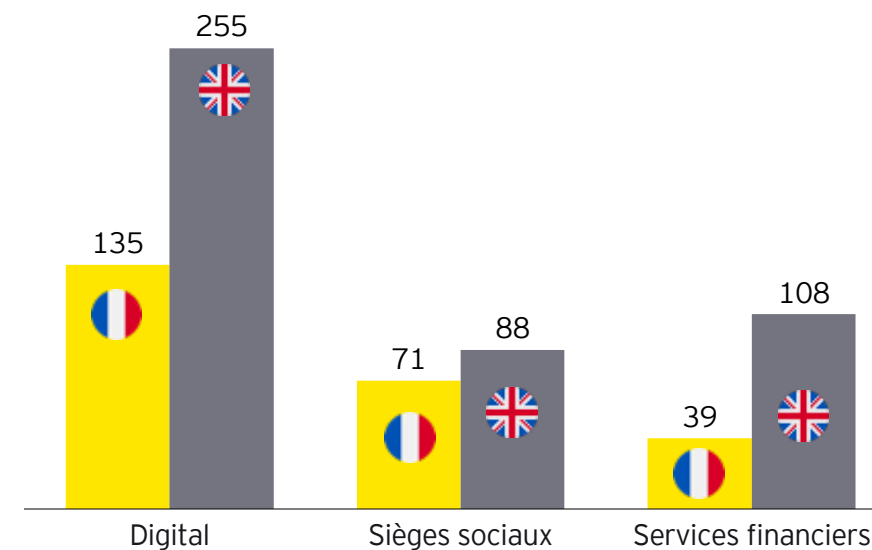
En 2023, l'Hexagone n'a attiré que 39 nouveaux projets dans les services financiers, alors que, dans le même temps, 108 investisseurs étrangers ont fait le choix de s'implanter ou d'étendre leurs opérations au Royaume-Uni. Si la France souffre peu ou prou des mêmes faiblesses qui expliquent son écart sur les sièges sociaux, rappelons que notre voisin britannique demeure le premier hub financier d'Europe, que les opportunités dans le secteur financier sont présentes dans l'ensemble du pays, à Londres comme ailleurs (Manchester bénéficie, par exemple, d'un excellent réseau d'accès aux prêts et aux technologies de paiement), et que le soutien gouvernemental reste fort (accords de rapprochement en matière de *Fintech* avec des pays partenaires, réglementations « *sandbox* »...).

...et du digital

Enfin, dans l'industrie numérique, la France reste nettement distancée par son voisin britannique. Le Royaume-Uni a attiré près de deux fois plus d'investissements que la France dans la tech (255 vs 135), à l'image des implantations et extensions de Zoom ou d'Open AI. Les start-up du secteur y trouvent plus facilement les financements nécessaires à leur croissance. En 2023, selon le dernier baromètre EY du capital-risque, les pépites britanniques ont levé plus de 16 milliards d'euros. Celles de la *French Tech*, deux fois moins.

ILLUSTRATION

Nombre de projets d'investissements étrangers dans les sièges sociaux, les services financiers et le digital en 2023 en France et au Royaume-Uni



Pour augmenter le nombre d'emplois, la France doit améliorer sa compétitivité-coût

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Valoriser les réformes structurelles qui ont sensiblement amélioré la confiance des dirigeants

Notre enquête souligne la persistance des critères de compétitivité-coût dans les principaux facteurs de décision. Le coût de la main d'œuvre (20%) et l'environnement fiscal (19%) figurent parmi les principaux critères de localisation des entreprises, juste derrière le dynamisme de l'économie et l'accès aux compétences.

En matière de compétitivité, la France a réalisé d'importants progrès ces dernières années. Les nombreuses réformes entreprises (réduction de l'IS et des impôts de production, *flat tax*, allègement des charges sociales sur les bas salaires, réformes du droit du travail...) ont permis d'améliorer la confiance des dirigeants et de relancer l'investissement.

Agir sur la compétitivité-coût

Dans ce contexte et face à la réduction des marges qui pénalise les investissements, il semble que la réduction de la fiscalité du travail est loin d'être suffisante pour entraîner la création d'emplois. L'analyse des investissements en Europe suggère qu'en 2023, les pays qui sont parvenus à attirer les investissements les plus intenses en emplois sont ceux qui disposent du coût du travail le moins élevé.

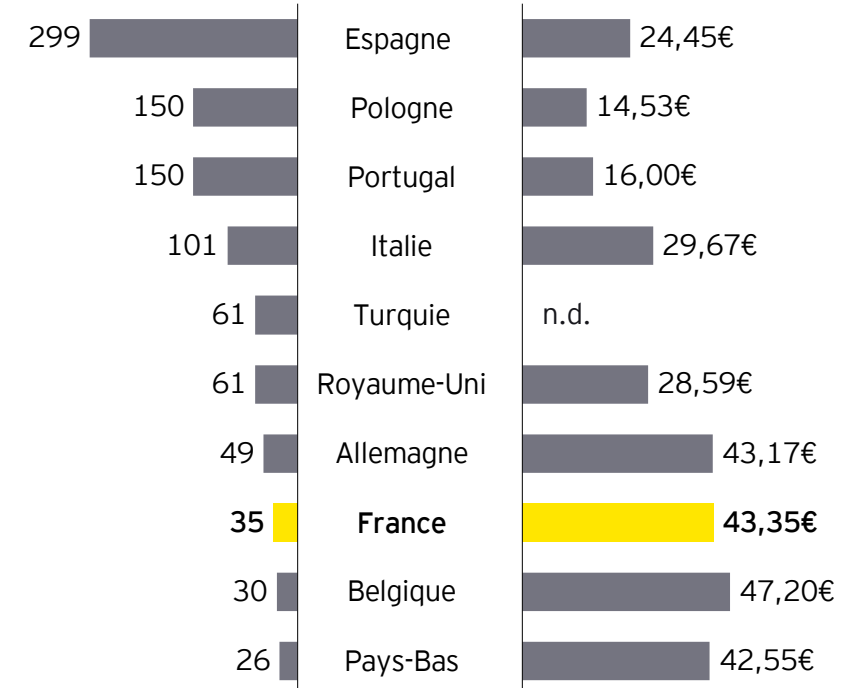
Alors, certes, la France n'a pas vocation à se comparer aux pays d'Europe du Sud et de l'Est, mais la comparaison avec le Royaume-Uni reste saisissante : le coût horaire du travail est 1,5 fois moins élevé outre-Manche. Or, en moyenne, les IDE y créent près de deux fois plus d'emplois.

Cependant, dans un contexte budgétaire difficile, et alors que *Standard & Poor's* a décidé de dégrader la note de crédit française de AA à AA-, les marges de manœuvre de la France pour améliorer son coût du travail sont limitées. Aussi, à défaut de progrès notoires, essayons surtout de ne pas revenir en arrière. Les investisseurs internationaux ont notamment besoin d'une garantie que les conditions fiscales ne changeront pas dans les années à venir. Une telle constance signifierait la fiabilité d'un gouvernement qui tient ses promesses.

ILLUSTRATION

Nombre moyen d'emplois créés par projet en 2023 - parmi les 10 principaux pays d'accueil des IDE en Europe

Coût de l'heure du travail dans l'industrie et les services marchands en 2023



60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Laurent Saint-Martin
Directeur général,
Business France

“ Préserver notre attractivité demande stabilité et réactivité.



Delphine Aguilera Caron
Présidente,
Janssen France

“ Mettre en place des mesures de régulation et une fiscalité qui ne ralentissent pas notre industrie.



Nicolas Liabeuf
Président,
Unilever France

“ Poursuivre la réduction des impôts à la production et la réduction de la complexité administrative.



Jean-Pierre Lieb
Avocat Associé,
EY Société d'Avocats

“ Réconcilier la France avec sa fiscalité.



Marc Lhermitte
Associé,
EY

“ 2024-2030 : tenir la promesse française.



Henri de Castries
Président,
Institut Montaigne

“ Mener une politique de l'emploi qualifié.



Michèle Pappalardo
Présidente, Label investissement socialement responsable

“ L'attractivité passe par un minimum de stabilité des normes et des règles.



Denis Ferrand
Directeur général,
Rexecode

“ Lever les freins à la promotion des salariés.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.



3

« En 2030, mieux vivre »

La transition écologique de notre économie est engagée, mais les entreprises attendent davantage de la France

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Rassurer sur l'ambition, la capacité ou la différence française en matière de transition écologique

Notre enquête européenne montre que la France est considérée par les investisseurs étrangers comme l'un des pays les plus favorables à l'atteinte de leurs objectifs environnementaux. Outre un mix énergétique plus décarboné que dans le reste du Vieux Continent, les dirigeants internationaux apprécient les efforts des gouvernements successifs pour faire de la France le *leader* de la transition écologique en Europe et considèrent que les ambitions françaises sont plutôt alignées avec les engagements de leur propre entreprise.

Cependant, notre enquête suggère aussi que « l'approche publique de la durabilité » constitue moins un atout majeur et différenciant que les années précédentes. Sans doute parce que, face à l'urgence climatique, d'autres pays en Europe réhaussent leurs ambitions et accompagnent davantage leurs entreprises vers la décarbonation qu'ils ne le faisaient auparavant. Sans doute aussi parce que la France n'est pas encore totalement à la hauteur des attentes. Le poids des renouvelables dans le mix énergétique recueille, par exemple, 14% d'avis négatifs cette année (contre 8% l'année passée). La France doit accélérer sur les nouveaux modes de production énergétique : l'essentiel de l'énergie compétitive et décarbonée sera produite par le nucléaire, mais aussi par l'éolien, le solaire et l'hydrogène, dont le déploiement reste complexe.

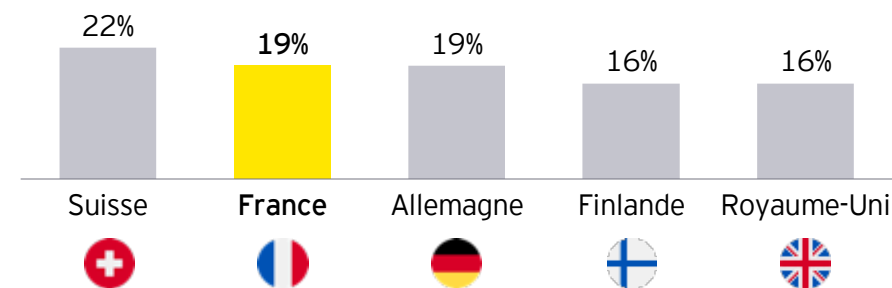
Augmenter l'intensité, l'accessibilité de l'accompagnement à la décarbonation

L'analyse des projets d'investissements étrangers montre qu'en 2023, le nombre d'IDE en Europe en provenance des États-Unis a chuté de 15% par rapport à 2022 et de 29% en comparaison avec 2019. Si cette importante contraction est le fruit de plusieurs facteurs, elle est sans doute aussi liée aux arguments développés par l'IRA et aux différents crédits d'impôt ou subventions consacrés aux États-Unis à l'investissement décarboné.

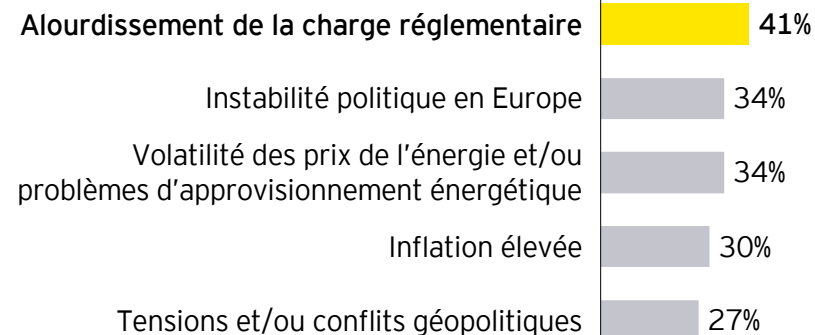
Alors que l'IRA influence déjà les choix d'implantation dans plusieurs domaines stratégiques, l'Europe doit trouver une réponse plus efficace, être plus simple et moins contraignante. Plus de 40% des entreprises interrogées dans notre baromètre européen estiment que l'accumulation et la surtransposition des normes constituent les freins les plus pénalisants pour leurs futurs projets d'investissement.

ILLUSTRATIONS

Quels pays sont les plus attractifs en Europe, permettant à votre entreprise d'atteindre ses objectifs environnementaux ? Jusqu'à trois réponses possibles



Quels sont les principaux risques à horizon trois ans pour l'attractivité de l'Europe ? Jusqu'à trois réponses possibles. Principales réponses



Il est urgent de repenser ensemble l'impact territorial et social des investissements

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Entreprises : expliquer les nouvelles attentes en matière d'implantation

Face aux tensions sur leurs marchés et leurs *supply chains*, aux chocs énergétiques et financiers, mais aussi pour répondre aux nombreuses mutations technologiques et écologiques, les entreprises modifient leur stratégie en matière d'implantation. Elles incluent désormais au sein de leurs critères de décision des facteurs liés à la durabilité, sans pour autant renoncer à un certain pragmatisme ni à leurs exigences vis-à-vis des pays et des territoires qui les accueillent.

Territoires : expliquer le nouvel univers de contraintes à l'ère de la rareté

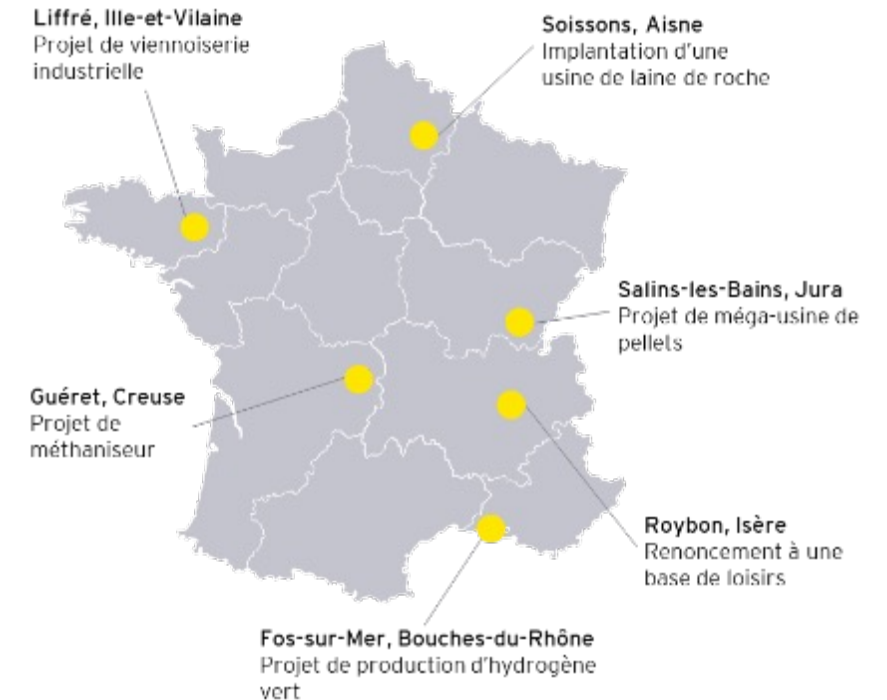
Face à ces entreprises, les territoires s'adaptent ou devancent fortement ces transitions, s'interrogent sur les projets qui vont le mieux correspondre à leurs objectifs écologiques, la protection de l'environnement et du cadre de vie, et aux réglementations européennes, nationales ou locales qui réduisent l'empreinte carbone et l'artificialisation des sols.

Ensemble : inventer une nouvelle grammaire de l'attractivité territoriale

Les projets industriels, dont les populations craignent les externalités négatives, perçues ou réelles, anticipées ou avérées (dégradation de l'environnement, risques sanitaires et accidentels, nuisances sonores, pression sur les infrastructures...), sont probablement ceux qui suscitent le plus d'interrogations. L'étude publiée le 15 mai dernier par Bpifrance note que « *les industries de souveraineté nationale ou les industries lourdes sont souhaitées par la France, mais sont farouchement rejetées lorsqu'il s'agit d'implantations près de chez soi, signe du syndrome Not in my backyard* ». Faute d'analyses plus précises, impossible de mesurer précisément le nombre de projets manufacturiers refusés, arrêtés ou annulés en raison de l'opposition des territoires et de ses habitants. Mais les exemples sont nombreux et témoignent des difficultés qu'éprouvent les entreprises industrielles à rencontrer les territoires, leurs élus, leurs populations.

ILLUSTRATION

Exemples de projets annulés ou retardés en raison de l'opposition des territoires et de leurs habitants



60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Martin Guespereau
Directeur général,
EPA Paris-Saclay

“ Être au rendez-vous de 2030 en liant innovation et économie circulaire.



Cédric Roussel
Délégué Ministériel à l'économie
du sport et aux JOP2024

“ Combiner le pouvoir d'attraction et d'inspiration du sport avec les initiatives économiques et environnementales de nos politiques publiques.



Chloë Voisin-Bormuth
Directrice générale,
Paris IdF Capitale Économique

“ Embrassons les transitions, favorisons l'expérimentation !



Marie-Laure Delarue
Associée,
EY

“ Changeons de regard sur nous-mêmes.



Axelle Ricour-Dumas
Associée,
EY Fabernovel

“ Mettre en place les conditions qui permettront aux nouveaux modèles d'affaires durables de dépasser le stade de l'expérimentation.



Cécile Tricault
Regional Head Southern Europe,
Prologis

“ Construire une société plus juste et ouverte, prête à relever les défis à venir.



Alexis Gazzo
Associé,
EY

“ Investir massivement dans la transition écologique.



Yannick Cabrol
Senior manager,
EY

“ Pour être plus attractive, la France ne doit pas répondre aux seuls enjeux économiques.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.



Nos territoires ont du talent, mais tous ne pourront pas accueillir l'industrie de demain

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Capitaliser sur les villes moyennes, viviers de foncier et de compétences

Selon notre recensement, en 2023, 40% des investissements étrangers manufacturiers ont eu lieu dans des territoires de moins de 50 000 habitants. Ces bassins séduisent les industriels, qui y trouvent plus facilement les terrains et la main d'œuvre qu'ils recherchent.

Miser sur les *territoires d'industrie*, dont l'identité et le savoir-faire séduisent les investisseurs

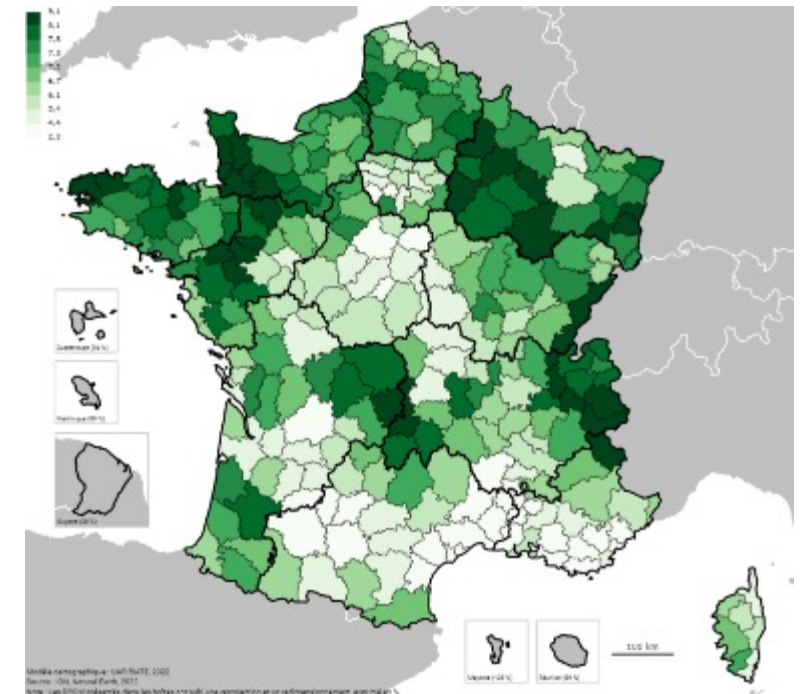
En 2023, 71 % des emplois « apportés » par les projets d'investissements étrangers manufacturiers ont été créés dans des EPCI labellisés « Territoire d'industrie ». Ces territoires bénéficient de fortes réserves foncières, mais séduisent surtout pour leurs savoir-faire, leur identité. Par ailleurs, le dynamisme des collectivités y est plus intense qu'ailleurs. Ces dernières redoublent en effet d'efforts pour attirer des investisseurs et créer de l'emploi sur leur territoire suite aux chocs de la désindustrialisation, l'augmentation du chômage et la perte de ressources fiscales qui en ont découlé.

Cibler les territoires qui peuvent encore accueillir des projets industriels

D'années en années, nos enquêtes suggèrent que la notion de résilience au changement climatique - et aux risques qu'il génère - émerge parmi les critères d'implantation des entreprises industrielles, même si elle reste loin derrière la disponibilité des terrains et de la main d'œuvre. Or, face à la rareté de certaines ressources et aux différents conflits d'usage, cette notion devrait gagner en importance dans les prochaines années. L'utilisation de l'eau constitue une parfaite illustration de la nécessité de prendre en compte le risque environnemental pour développer une industrie durable et pérenne. Alors que l'eau est essentielle pour assurer le bon fonctionnement de nos usines, en particulier dans des secteurs comme l'agro-alimentaire ou la chimie, le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires prévoit deux fois plus de sécheresse des sols à horizon 2050 (en comparaison avec la période 1976-2005). À ce sujet, Bpifrance rappelle, dans une étude publiée en mai dernier, que « *la nouvelle carte de la France industrielle risque fort d'être incohérente avec la carte de la ressource en eau dans 10 ou 20 ans* ».

ILLUSTRATION

Présentation du capital environnemental par bassin d'emplois, selon un indice synthétique



Reconnue pour son cadre de vie, la France doit retrouver une forme d'apaisement et tenir sa promesse de qualité

L'ANALYSE DU BAROMÈTRE EY

Capitaliser sur le « French Art de Vivre » pour attirer entreprises et talents

Le cadre de vie et la culture locale qu'offre la France sont largement reconnus à l'international, même si d'autres pays européens, à l'image de l'Italie, de l'Espagne et de la Suisse, présentent des avantages également incontestables. Si ces critères sont moins décisifs que l'accès aux compétences, le coût de l'énergie ou la force du marché intérieur, ils n'en restent pas moins importants dans les choix de localisation des entreprises étrangères. Interrogés sur les facteurs les plus déterminants au moment de choisir un pays dans lequel investir, les dirigeants internationaux placent la qualité de vie en 8^e position (6^e en 2023, 5^e en 2022 et 7^e en 2021). En réalité, le cadre de vie est surtout important pour les entreprises qui cherchent à faire venir, sur leur nouveau site, des collaborateurs et les fidéliser.

Tenir la promesse dans le temps

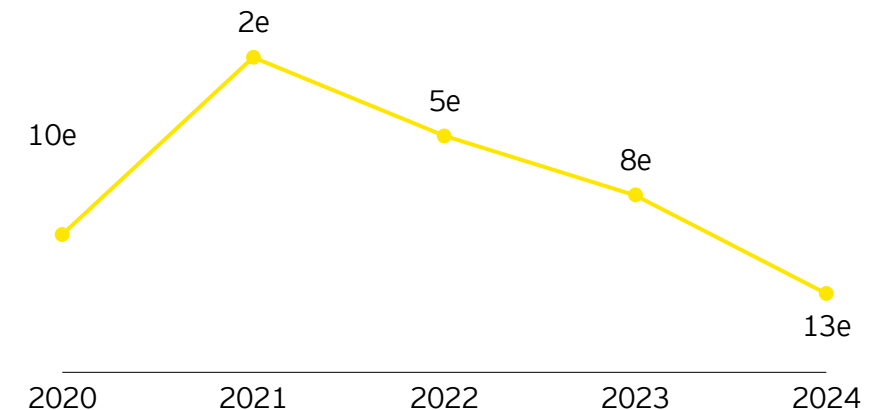
Notre enquête montre que le climat social hexagonal (manifestations contre la réforme des retraites, émeutes en banlieues...) a marqué les esprits des dirigeants internationaux. Aussi, cette année, la qualité de vie n'arrive qu'en 13^e position des facteurs les plus susceptibles d'influencer positivement leurs décisions d'investir en France (vs 8^e position en 2023). Comme le suggère le Baromètre AmCham-Bain, « l'instabilité sociale crée un sentiment d'insécurité qui effraie et le ressenti de fracture sociale déplaît aux collaborateurs étrangers ».

La qualité de vie constitue un enjeu non négligeable pour gagner le match entre métropoles européennes et mondiales. À ce titre, la France doit donc veiller à maintenir une offre de vie qualitative. Cela passe par le logement - dont l'accès est difficile à Paris comme dans d'autres grandes villes -, mais aussi par l'offre éducative (présence d'écoles internationales...), la qualité des infrastructures de transport (RER métropolitains, par exemple) et l'accès aux soins. Pour 19% des dirigeants, l'amélioration des systèmes sociaux et de santé devrait d'ailleurs constituer l'une des trois principales priorités du gouvernement pour maintenir la position de la France dans l'économie mondiale.

ILLUSTRATION

Au cours des trois prochaines années, quels facteurs sont susceptibles d'influencer positivement votre choix d'investir en France ? Jusqu'à trois réponses possibles

Position du critère « Qualité de vie et de l'offre culturelle »



60 acteurs et observateurs de l'attractivité dessinent leur France attractive



Sophie Sidos

Présidente, Conseillers du
Commerce Extérieur

“ Nous devons être vigilants sur la légère détérioration des indicateurs de climat social et de la qualité de vie.



David Cousquer

Président,
Trendeo

“ Renforcer l'attractivité de la France, c'est densifier les projets accueillis, et le foncier est un facteur clé.



Nicolas Sterckx

Directeur général,
Groupe Sud-Ouest

“ En 2030, la France aura réussi deux transformations, de simplification et de décentralisation.



Solenne Blanc

Directrice générale,
Ambassadrice de la French Touch
Beaux Arts et Cie, ArtNova

“ Déployons la force d'attractivité des industries culturelles et créatives !



Caroline Leboucher

Directrice générale,
Atout France

“ Pour une approche holistique de l'attractivité territoriale.



Hervé Mariton

Président, Fédération des
Entreprises d'Outre-mer

“ Que les Outre-mer de la France soient un réflexe et un vaste champ d'opportunités.



Régis Houriez

Avocat associé,
EY Société d'Avocats

“ Pour des politiques privilégiant l'attractivité des territoires.



Retrouvez les tribunes complètes de nos experts et observateurs de l'attractivité sur le site internet d'EY.



Contacts

Marc Lhermitte

Associé - Ernst & Young Advisory
marc.lhermitte@fr.ey.com

Yannick Cabrol

Senior manager - Ernst & Young Advisory
yannick.cabrol@fr.ey.com

Clément Visbecq

Consultant Senior - Ernst & Young Advisory
clement.visbecq@fr.ey.com

Arwin Chanemougame

Consultant - Ernst & Young Advisory
arwin.chanemougame@fr.ey.com

EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2024 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2403BMC049.
SCORE N°2024-035
ED None.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr